

# Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager<sup>1</sup>

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de **TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

• **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

• **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

• **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux<sup>2</sup> après avoir :**

- adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
  - affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt;
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.
- Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

• **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

2 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC052184 22N0001  
déposée à la mairie le : 25.05.2022  
par : M. Karnier Alban.

fera l'objet d'un permis tacite<sup>3</sup> à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie :



3 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

**Délais et voies de recours :** Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

<sup>1</sup> Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.





**PREFET DE  
HAUTE MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**INTERESSE**

Commune de Effincourt

dossier n° PC 052 184 22 N0001

date de dépôt : 25 mai 2022

date d'affichage en Mairie du récépissé de dépôt :  
25 mai 2022

demandeur : GAEC de la Coumière, représenté  
par Monsieur VARNIER Alban

pour : construction d'une stabulation vaches  
laitières, de deux fumières couvertes et de deux  
silos couloir.

adresse terrain : Poirier le Loup, à Effincourt  
(52300)

**ARRÊTÉ N°  
accordant un permis de construire  
au nom de l'État**

**Le Maire de Effincourt,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 25 mai 2022 par GAEC de la Coumière, représenté  
par Monsieur VARNIER Alban demeurant 20 grande rue, Effincourt (52300);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'une stabulation vaches laitières, de deux fumières couvertes et de deux silos couloir.
- sur un terrain situé au lieu-dit « Poirier le Loup », à Effincourt (52300) ;
- pour une surface de plancher créée de 2 211 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 16 juin 2022;

Vu l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels,  
Agricoles et Forestiers en date du 21/06/2022 ;

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la DDETSP - Service Santé - Protection Animale et  
Environnement en date du 29/06/2022 ;

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de l'Agence Régionale de Santé en date du 06/07/2022 ;

Vu l'avis, assorti de prescriptions, de la Direction Départementale des Services d'Incendie et Secours en  
date du 20/07/2022 ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'une stabulation vaches laitières avec deux  
fumières couvertes et deux silos couloir sur un terrain sis au lieu-dit "Poirier le Loup" à Effincourt  
(52300) ;

Considérant l'article R.111-2 du code de l'urbanisme qui dispose que le projet peut être refusé ou n'être  
accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à  
la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance  
ou de son implantation à proximité d'autres installations ;

Considérant que le projet ne devra pas porter atteinte à la sécurité et la salubrité publique ;

**ARRÊTE**

## Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

## Article 2

### SECURITE PUBLIQUE :

#### DÉFENSE INCENDIE :

1- Respecter la nomenclature des fiches techniques du RDDECI pour la mise en place des nouveaux points d'eau incendie et prendre contact avec le SDIS52 pour effectuer une reconnaissance opérationnelle de ceux-ci afin de les intégrer dans la base de données opérationnelle.

Les mesures présentées sur le plan de la défense incendie et de la desserte permettent d'atteindre un niveau de risques acceptable au regard de la réglementation en vigueur.

#### SALUBRITÉ PUBLIQUE :

L'implantation du futur bâtiment devra être éloignée (arrêté ministériel du 27/12/2013 NOR : DEVP1329749A) :

- d'au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers, des stades ou des terrains de campings agréés (à l'exclusion des terrains de camping de la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

- d'au moins 35 mètres des divers points d'eaux (puits, forages, berges des cours d'eau...).

L'autorisation de construire ne vaut pas, au titre des ICPE, autorisation d'exploiter les constructions conformément aux articles L.425-10 du Code de l'Urbanisme et L 512-7-3 du Code de l'Environnement.

Les travaux ne pourront être exécutés avant que le Préfet ait signé l'arrêté préfectoral d'enregistrement ICPE (L512-7-3 susvisé).

#### REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL :

Le demandeur devra présenter dans les plus brefs délais à l'Agence Régionale de Santé : ( article 153-1 du RSD)

- Un plan détaillé de l'installation d'élevage précisant notamment l'emplacement des stockages de déjections et des installations de traitement ;

- Une note explicative précisant la capacité maximale instantanée de l'établissement d'élevage, les volumes de stockage des déjections, les moyens utilisés pour réduire les odeurs et éventuellement, le lieu de rejet de l'effluent traité dans le milieu naturel ;

A Effincourt  
Le 28/07/2022

Le maire, (Nom, Prénom, Qualité du Signataire)

M. J. François Karnier, Maire.

